

Réseau d'information comptable agricole (Rica) Résultats économiques des exploitations agricoles en 2024

En 2024, une reprise des résultats, à rebours de la tendance nationale.

Après deux années de forte contraction, l'excédent brut d'exploitation (EBE) par ETP non salarié progresse de 16 %. Ce rebond en région Provence-Alpes-Côte d'Azur contraste avec la baisse nationale (- 9,6 %) principalement en raison de conditions climatiques moins défavorables cette année en PACA qu'en moyenne sur le territoire métropolitain. Le solde disponible par ETP non salarié se rétablit, avec 25 200 €, à un niveau proche de 2022, après une année 2023 historiquement basse. Malgré ce mouvement de reprise, le solde disponible par ETP non salarié des exploitations arboricoles reste, avec 20 500 €, bien en deçà de sa moyenne sur dix ans (28 900 €), de même que celui des exploitations viticoles, à 16 400 €, à moins de la moitié de sa moyenne de long terme.

La production moyenne des exploitations augmente légèrement en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 1,7 %) alors qu'elle baisse au niveau national (- 6,8 %). Elle est portée par la hausse de la production des exploitations arboricoles (+18,4 %), ainsi que par celles spécialisées dans l'élevage d'ovins ou de caprins (+ 14,6 %). La production viticole baisse de 8,4 % par rapport à 2023, mais bien moins fortement qu'à l'échelon national (- 16,2 %). Les charges d'approvisionnement ainsi que les autres achats et charges externes poursuivent en moyenne leur reflux (respectivement - 4,8 % et - 3,9 %) après leur point haut de 2022. La valeur ajoutée moyenne des exploitations de la région augmente de 10,7 % pour atteindre 98 400 €, alors qu'au niveau national elle recule de 9,1 % (86 000 €). Sous l'effet d'une baisse des charges de personnel (- 0,5 %) et d'une légère progression des subventions (+ 0,4 %), l'excédent brut d'exploitation par ETP non salarié se redresse de 16,0 % (50 100 €) alors qu'il diminue de 7,5 % au niveau national. Le solde disponible par ETP non salarié rebondit à 25 200 € en PACA, après une année 2023 exceptionnellement basse (13 600 €), tout en restant nettement inférieur à son niveau moyen des cinq dernières années (30 300 €).

Figure 1 : Principaux indicateurs économiques des exploitations agricoles en 2024

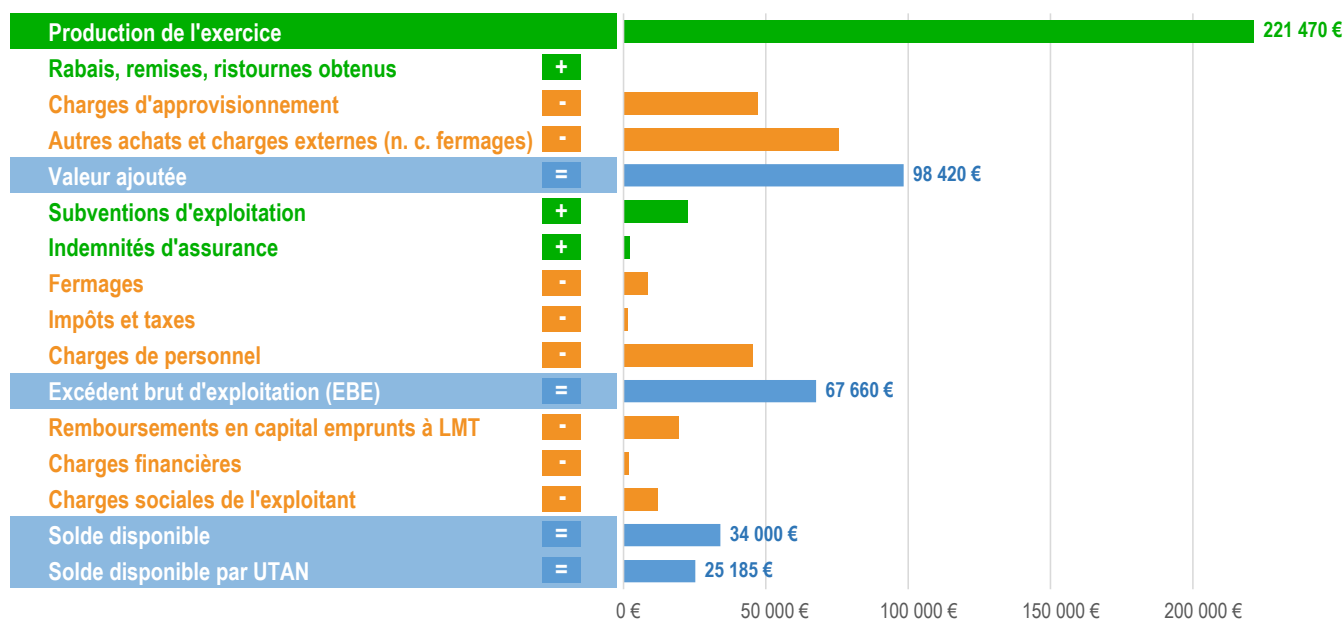


Figure 2 : Variations des principaux indicateurs entre 2023 et 2024

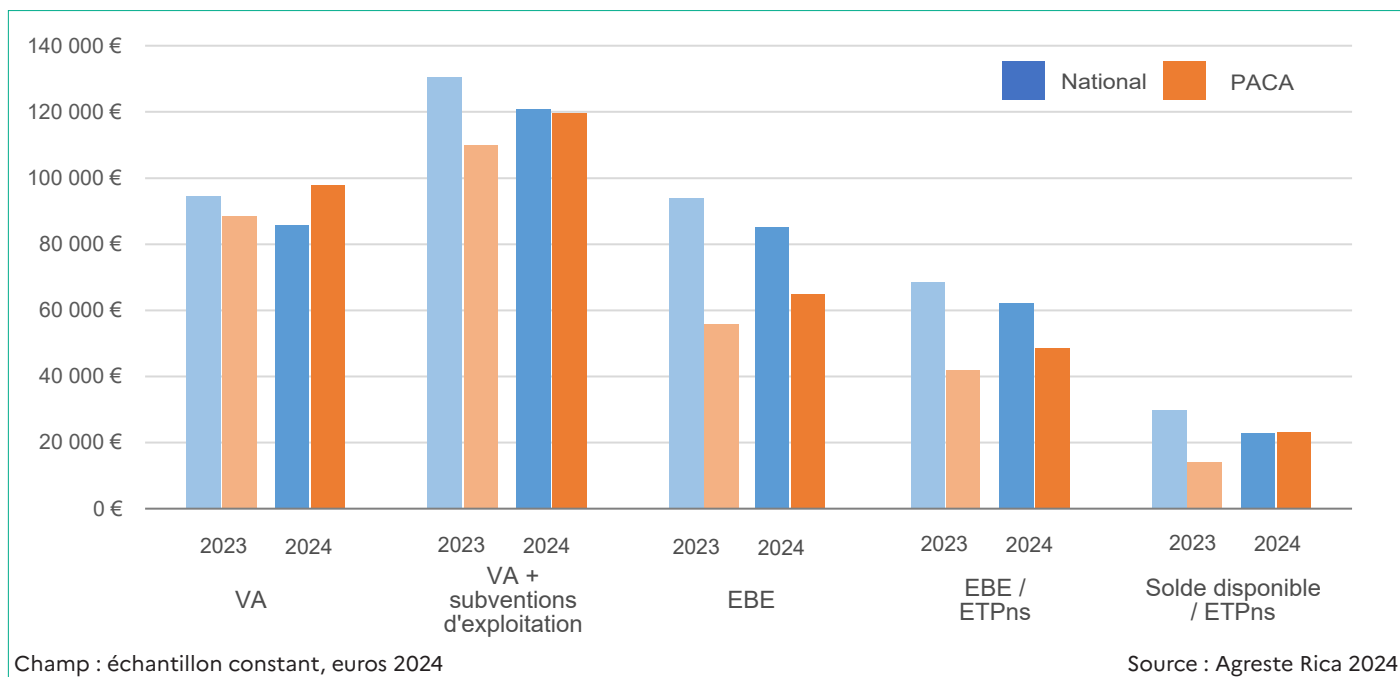
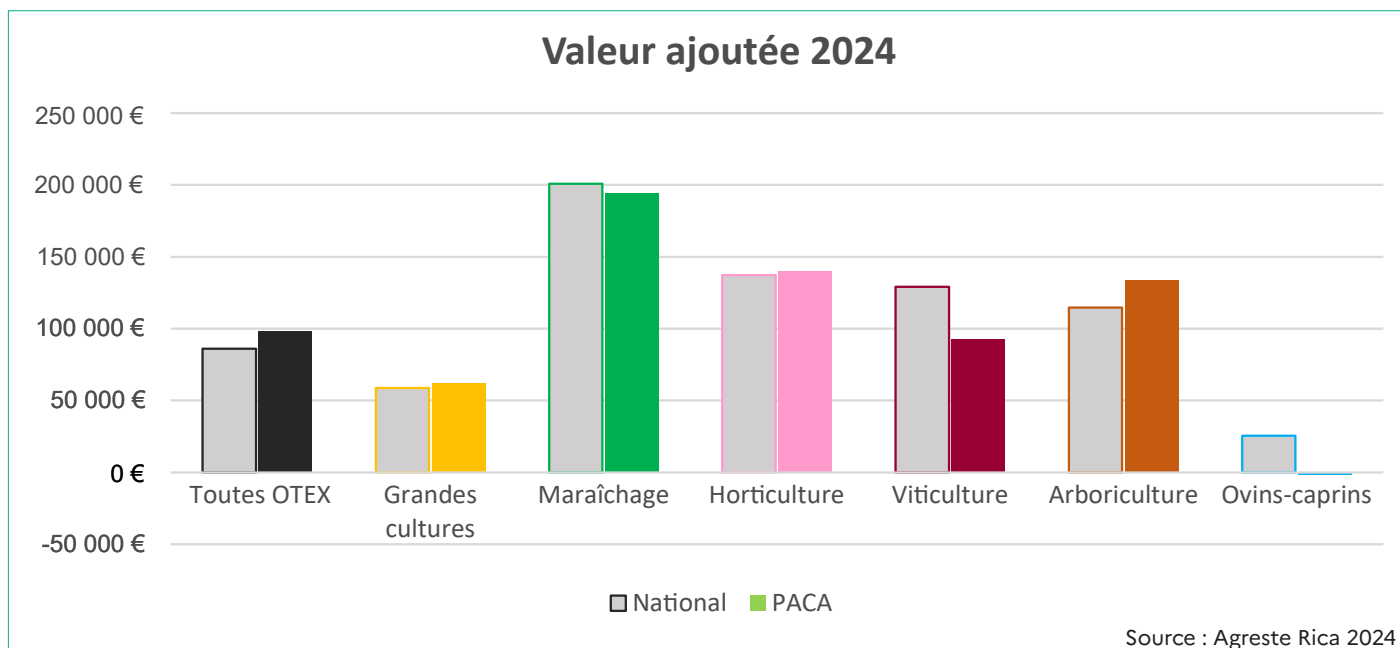
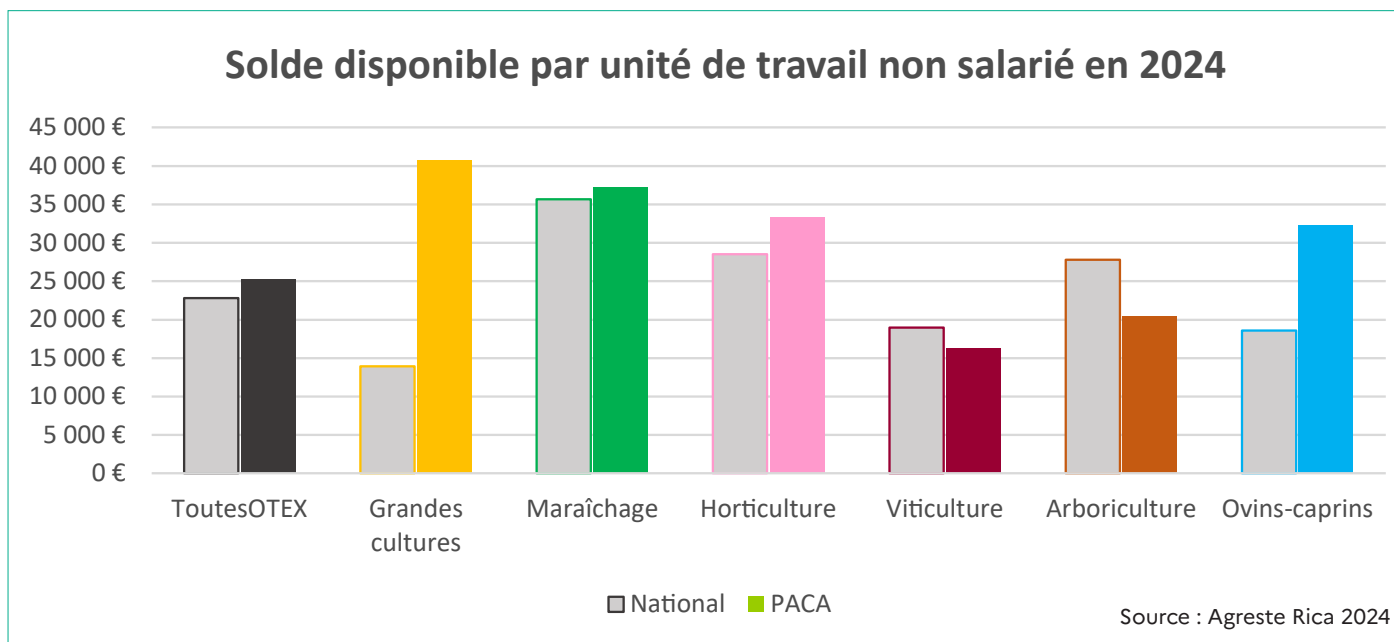


Figure 3 : progression de la valeur ajoutée en PACA, qui rattrape le niveau national



En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la valeur ajoutée des exploitations orientées en arboriculture progresse fortement (+ 48,3 %), rompant avec les baisses successives de l'activité depuis 2018. La valeur ajoutée moyenne de cette OTEX (134 000 €) dépasse cette année celle de l'échelon national (114 700 €). En PACA, les grandes cultures sont composées partiellement de blé dur, de riz et de plantes à parfum de plein champ, induisant des variations de rendements et de prix qui peuvent différer de la moyenne nationale. Ainsi, la valeur ajoutée de cette orientation progresse en région (+ 21,0 %), à rebours de la tendance nationale (- 20,5 %). La viticulture de la région enregistre une baisse de 6,7 % de la valeur ajoutée (92 800 €) bien moins prononcée que sur l'ensemble du territoire (- 24,5 %) dont la valeur ajoutée atteint cette année son plus faible niveau depuis 2015.

Figure 4 : un solde disponible en nette progression, à rebours de la moyenne nationale



En PACA, le solde disponible par ETP non salarié (qui permet à la fois de rémunérer l'exploitant et d'investir dans l'outil de production) retrouve quasiment son niveau de 2022, dépassant cette année le niveau national qui, lui, poursuit sa chute (- 23,7 %). En arboriculture, 2024 marque un retour à la normale avec un solde disponible de 20 500 € après un solde déficitaire en 2023.

Les exploitations orientées en grandes cultures affichent un solde disponible par ETP non salarié de 40 800 €, proche du niveau record de 2020. A contrario, pour les exploitations viticoles, ce solde baisse (- 12,7 %), dans une moindre mesure cependant qu'au niveau national (- 62,3 %).

Le solde disponible par ETP non salarié des élevages ovins et caprins poursuit sa progression (+ 23,7 %) ainsi que celui des exploitations orientées en horticulture (+ 22,1 %).

Le solde disponible par ETP non salarié repart à la hausse dans la région

La région PACA retrouve un niveau proche de celui de 2022 avec un solde disponible de 25 200 €. Elle enregistre la plus forte hausse régionale, la viticulture ayant beaucoup moins souffert que sur l'ensemble du territoire national où de mauvaises conditions climatiques (pluies abondantes au printemps et à l'automne) ont fortement pesé sur les rendements. Au niveau national, le solde disponible par ETP non salarié enregistre des baisses pouvant atteindre 71 %.

Figure 5 : soldes disponibles par équivalent temps plein non salarié, par région

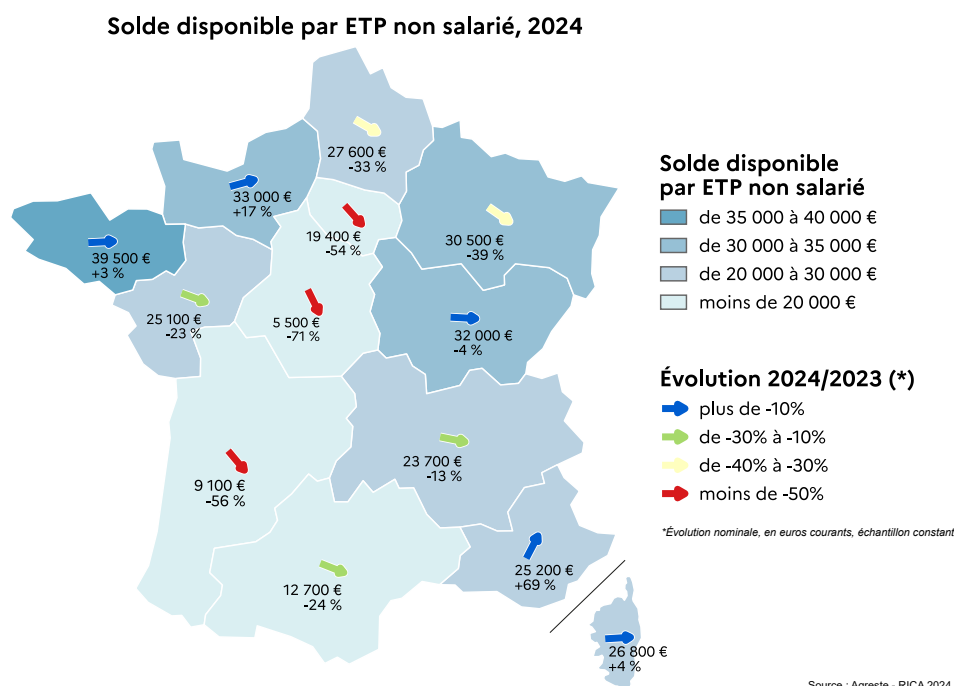


Tableau 1 : principaux indicateurs 2024

Indicateur	Grandes cultures	Maraîchage	Horticulture	Viticulture	Arboriculture	Ovins et caprins	Toutes Otex, Provence-Alpes-Côte d'Azur	Toutes Otex, France métropolitaine
Caractéristiques générales								
Nombre d'exploitations dans l'échantillon	27	46	44	107	65	30	349	6 974
Nombre d'exploitations représentées	755	1 310	1 195	4 197	1 893	1 344	12 103	282 182
Surface agricole utilisée, SAU (ha)	110	9	4	28	32	183	53	98
Surface fourragère principale (ha)	24	1	0	1	5	61	11	44
Effectifs animaux (UGB)	0,2	0,1	0,4	0,0	1,6	84,0	12,3	81,6
Emplois en équivalent temps plein (ETP)	1,7	4,2	3,7	2,5	4,1	1,9	2,9	2,1
dont ETP non salariées	1,2	1,2	1,5	1,4	1,3	1,4	1,4	1,4
Part de la charge en personnel extérieur / masse salariale interne (%)	56,2	15,5	5,8	6,0	36,4	3,9	16,4	16,5
Financement et éléments du bilan								
Autofinancement (€)	54 150	15 890	21 890	24 190	44 450	34 260	28 880	32 520
Ensemble des stocks (€)	74 070	20 920	19 540	154 550	46 320	40 030	82 240	123 930
Total actif immobilisé, fin d'exercice (€)	166 180	155 790	90 420	315 930	200 590	177 730	218 310	329 080
Capitaux propres (€)	295 320	144 040	103 300	417 940	199 670	239 110	273 430	334 120
Ensemble des dettes LMT et CT (€)	108 500	200 530	109 320	152 630	171 090	82 960	143 410	246 470
Total actif (€)	405 360	348 290	225 310	577 010	378 840	324 120	422 480	586 360
Soldes intermédiaires de gestion								
Production de l'exercice (€)	178 400	370 530	293 080	205 670	294 180	70 340	221 470	264 710
+ Rabais, remises, ristournes obtenus (€)	10	110	0	50	20	30	40	400
– Charges d'approvisionnement (€)	51 270	86 970	89 850	32 520	45 190	30 420	47 270	98 490
– Autres achats et charges externes n.c. fermages (€)	64 880	89 280	62 970	80 390	114 990	41 740	75 810	80 660
= Valeur ajoutée (€)	62 260	194 400	140 260	92 810	134 020	-1 800	98 420	85 960
+ Subventions d'exploitation (€)	45 070	3 550	2 520	7 760	17 990	86 800	22 650	34 910
+ Indemnités d'assurance (€)	1 960	1 050	390	3 030	4 010	780	2 100	3 670
– Fermages (€)	16 560	6 160	5 980	10 570	7 820	4 950	8 380	17 390
– Impôts et taxes (€)	1 320	1 270	900	2 120	1 820	710	1 520	2 390
– Charges de personnel (€)	14 350	94 060	61 980	38 050	71 520	11 500	45 620	19 420
= Excédent brut d'exploitation, EBE (€)	77 060	97 510	74 310	52 860	74 860	68 630	67 660	85 340
– Remboursements en capital des emprunts à LMT (€)	15 800	29 380	11 390	16 440	34 750	13 240	19 620	34 500
– Charges financières (€)	1 260	2 820	1 310	2 210	2 230	1 250	1 980	5 130
– Charges sociales de l'exploitant (€)	9 860	19 490	11 690	11 810	12 100	9 600	12 060	14 490
= Solde disponible (€)	50 140	45 820	49 920	22 400	25 780	44 540	34 000	31 220
Solde disponible par UTA non salariée (€)	40 760	37 250	33 280	16 350	20 460	32 280	25 190	22 790
Ratios								
Charges d'approvisionnement par ha de SAU (€/ha)	465	9 536	23 645	1 145	1 432	166	886	1 003
Charges courantes par ha de SAU (€/ha)	1 667	33 839	63 126	7 088	8 593	637	3 941	2 699
EBE / production de l'exercice (%)	43,2	26,3	25,4	25,7	25,4	97,6	30,6	32,2
EBE / production de l'exercice hors subventions (%)	17,9	25,4	24,5	21,9	19,3	-25,8	20,3	19,1
Taux de rentabilité net (résultat / ventes) (%)	29,3	20,3	20,8	17,9	19,2	65,0	22,1	18,6
Taux de rentabilité net hors subventions (%)	1,3	19,4	20,0	14,0	12,4	-56,6	11,3	5,0
Taux d'endettement (dettes / actif) (%)	26,8	57,6	48,5	26,5	45,2	25,6	33,9	42,0
Annuités / EBE (%)	22,0	32,9	16,2	34,0	48,6	20,9	31,2	44,5

Source : Agreste Rica 2024

Arboriculture : reprise des résultats après le creux de 2023

Figure 1 : principaux indicateurs économiques des exploitations agricoles

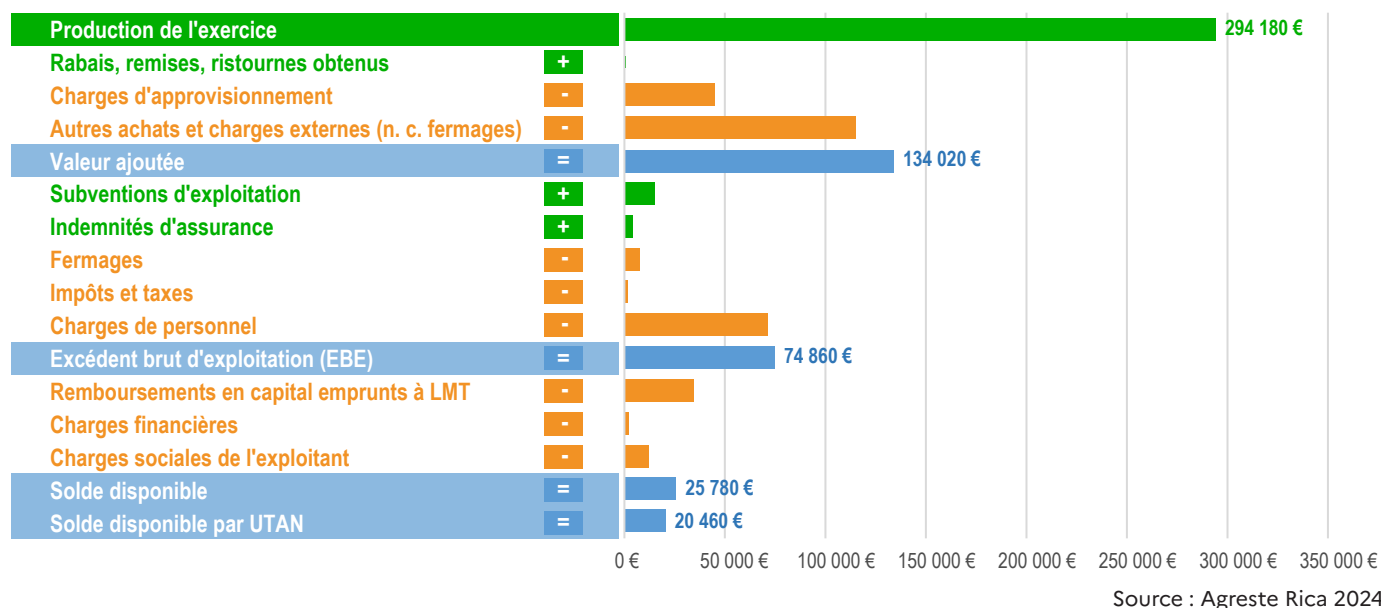
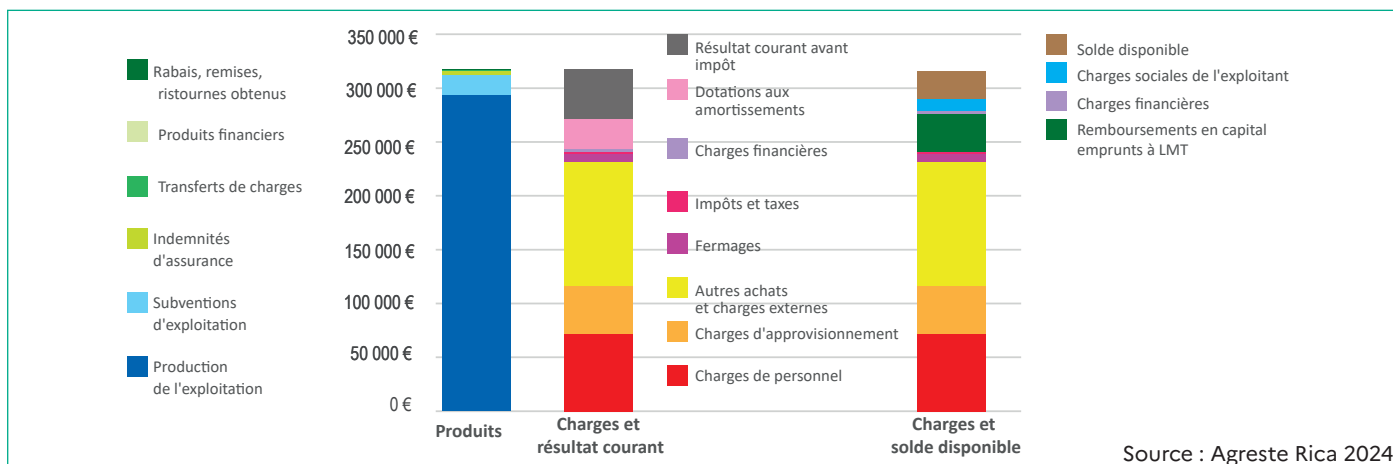


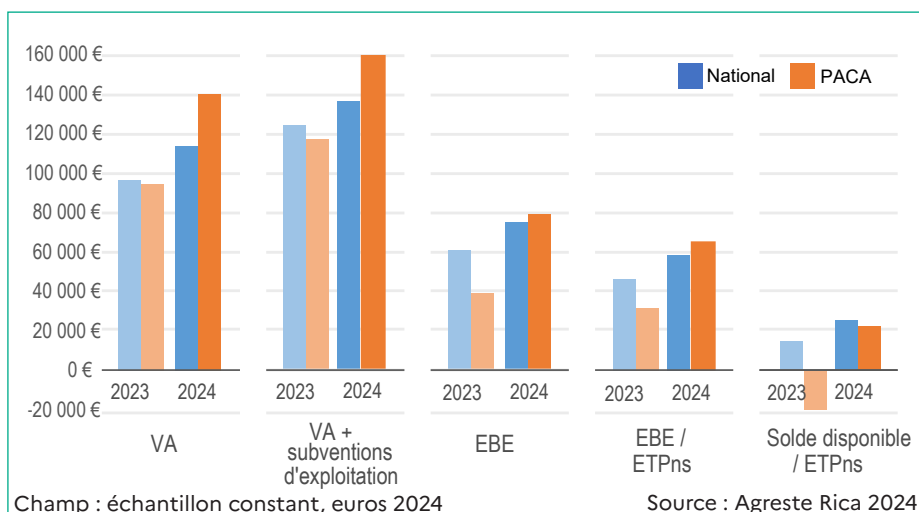
Figure 2 : principales charges et calcul de deux soldes : le RCAI et le Solde disponible



Lecture : le résultat courant se calcule à partir de l'EBE par déduction des charges financières et des dotations aux amortissements, le solde disponible par déduction des charges financières, du remboursement en capital des emprunts à moyen et long terme et des charges sociales de l'exploitant. Le solde disponible ne prend donc en compte que les charges réellement décaissées (contrairement au RCAI, qui déduit les dotations aux amortissements) et fournit une estimation du montant restant aux co-exploitants comme rémunération de leur activité et comme source d'autofinancement de leurs investissements.

Figure 3 : principaux indicateurs économiques des exploitations agricoles

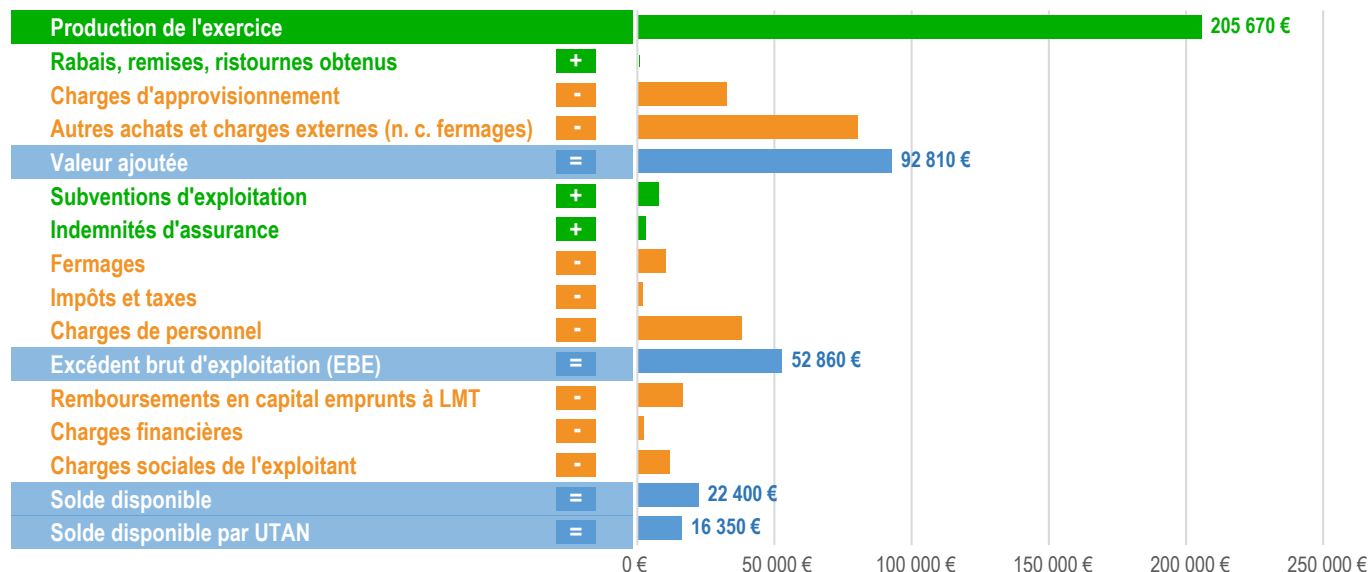
En 2024, après deux années marquées par des aléas climatiques qui ont grevé d'un quart la valeur de la récolte, la production arboricole régionale rebondit de 18,4 % (294 200 €). Elle est portée également par une campagne de production de pommes dynamique (+ 6,3 % en valeur, plus de + 20 % en tonnages récoltés). La baisse des charges d'approvisionnement (- 7,0 %, 45 200 €) amplifie cet effet favorable : la valeur ajoutée progresse de 48,3 % (134 000 €), nettement au-dessus de la hausse nationale (+ 17,9 %, 114 700 €). L'EBE par ETP non salarié, (59 500 €), dépasse en 2024 le niveau de 2022.



Le solde disponible par ETP non salarié (20 500 €) se rapproche du niveau national (27 800 €) après un résultat exceptionnellement déficitaire en 2023 (- 18 400 €).

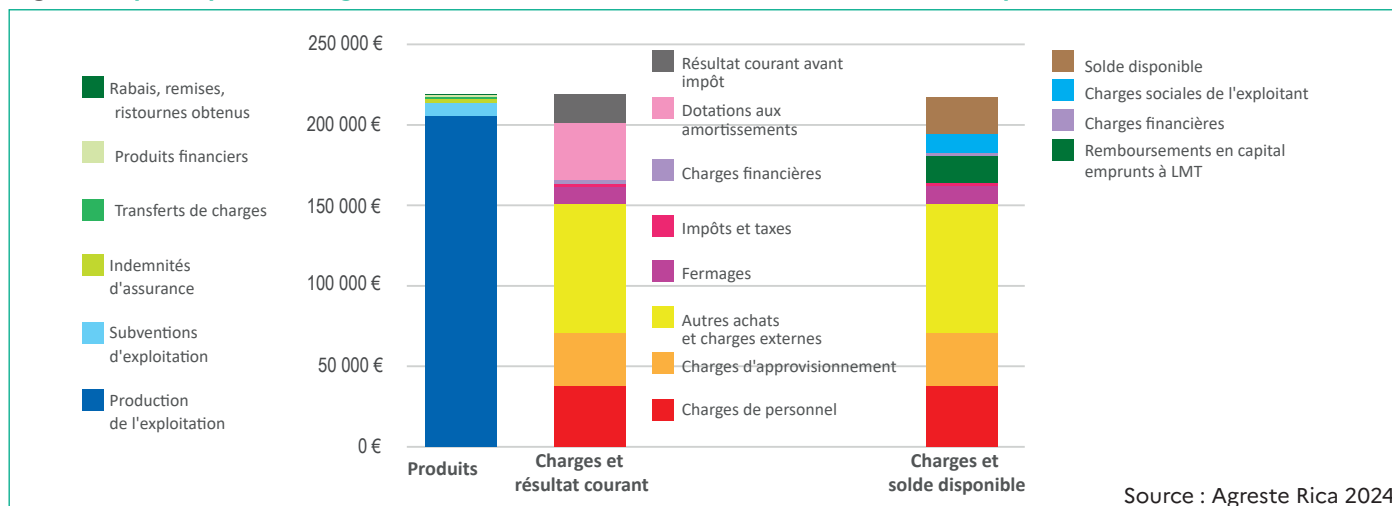
Viticulture : un recul moins marqué qu'au niveau national

Figure 1 : principaux indicateurs économiques des exploitations agricoles



Source : Agreste Rica 2024

Figure 2 : principales charges et calcul de deux soldes : le RCAI et le Solde disponible



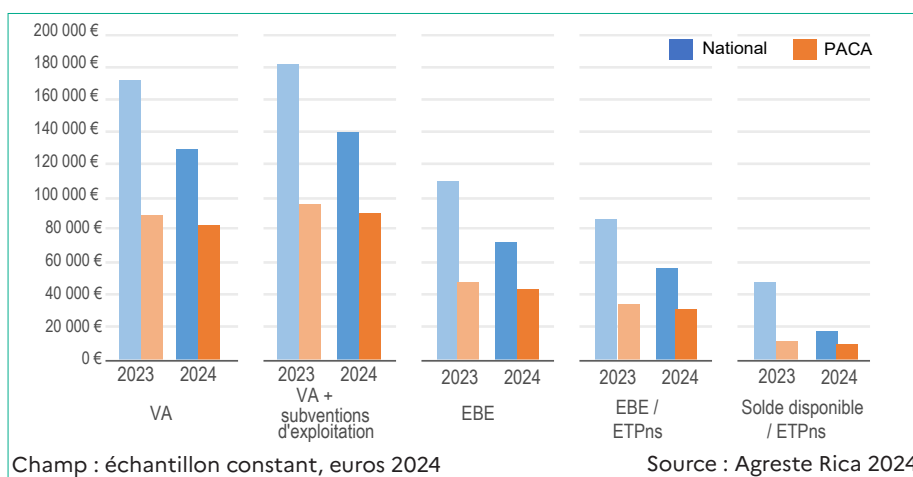
Source : Agreste Rica 2024

Lecture : le résultat courant se calcule à partir de l'EBE par déduction des charges financières et des dotations aux amortissements, le solde disponible par déduction des charges financières, du remboursement en capital des emprunts à moyen et long terme et des charges sociales de l'exploitant. Le solde disponible ne prend donc en compte que les charges réellement décaissées (contrairement au RCAI, qui déduit les dotations aux amortissements) et fournit une estimation du montant restant aux co-exploitants comme rémunération de leur activité et comme source d'autofinancement de leurs investissements.

Figure 3 : principaux indicateurs économiques des exploitations agricoles

En 2024, l'OTEX viticulture valorise une production de 205 700 €, en recul de 8,4 %. Toutefois, PACA affiche une baisse limitée par rapport à l'ensemble de la viticulture nationale dont le niveau de production s'est fortement dégradé (- 16,2 %) : les conditions météorologiques difficiles et particulièrement humides ont conduit à une vendange en baisse en volume dans un contexte de stabilité des prix.

Les charges d'approvisionnement et les autres charges, qui représentent la moitié de la production, refluent (- 9,7 %), contribuant à limiter la baisse de la valeur ajoutée (- 6,7 %, contre - 24,5 % au national). L'EBE



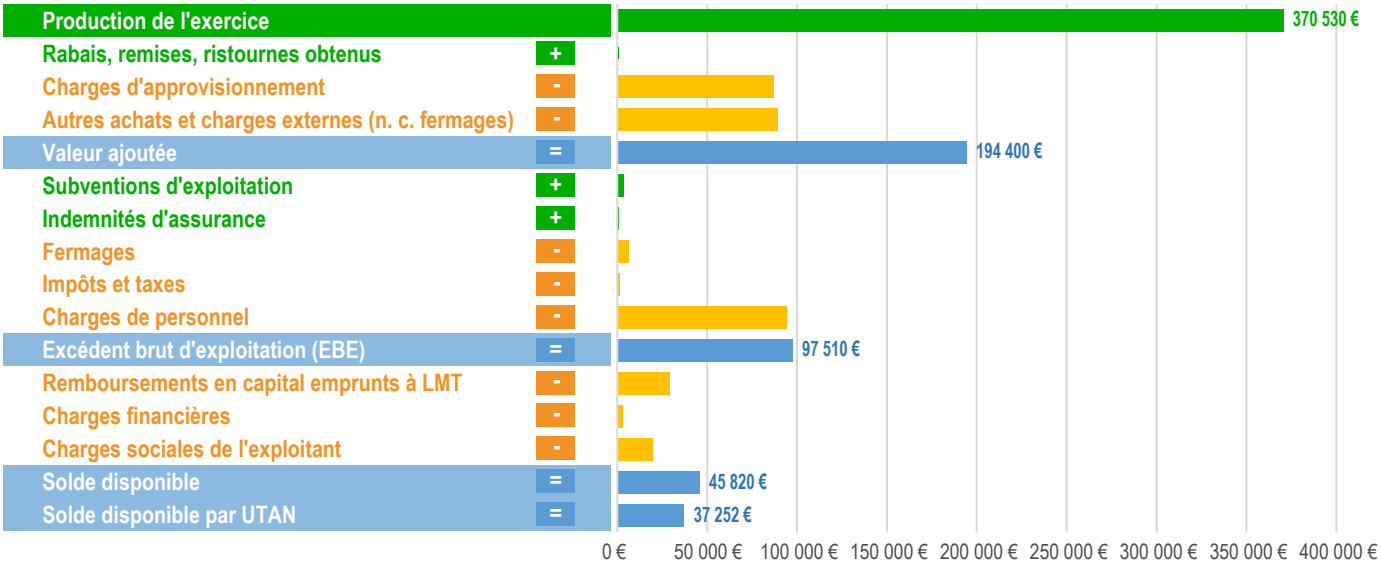
Champ : échantillon constant, euros 2024

Source : Agreste Rica 2024

par ETP non salarié s'élève à 38 600 € en 2024, en baisse de - 8,9 %. Le solde disponible par ETP non salarié est de 16 400 €, en baisse de 12,7 %, relativement contenue en comparaison de la chute observée au niveau national (- 62,3 %)

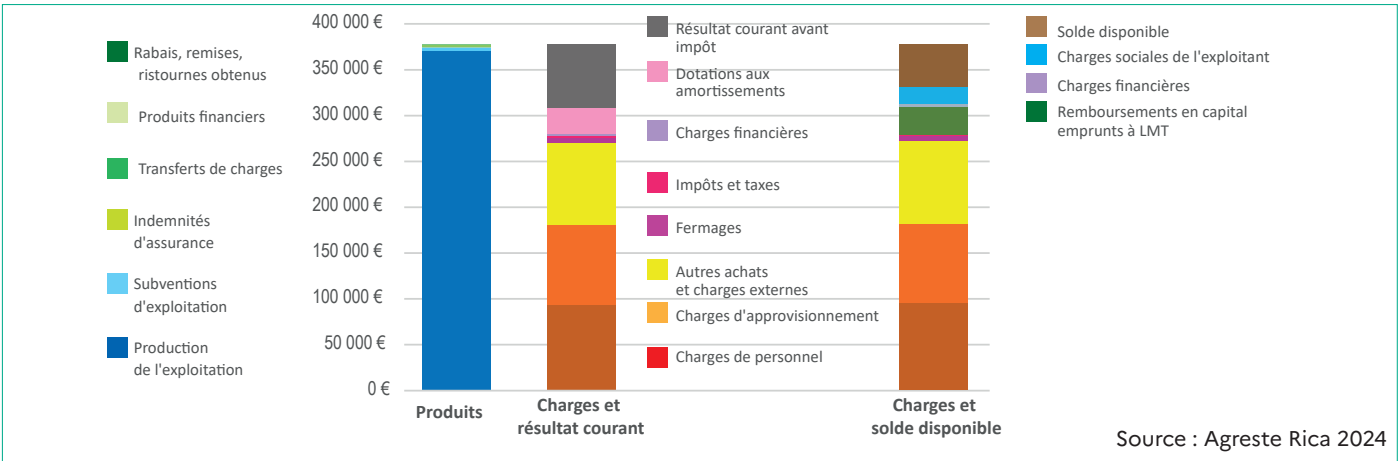
Maraîchage : des résultats globalement stables

Figure 1 : principaux indicateurs économiques des exploitations agricoles



Source : Agreste Rica 2024

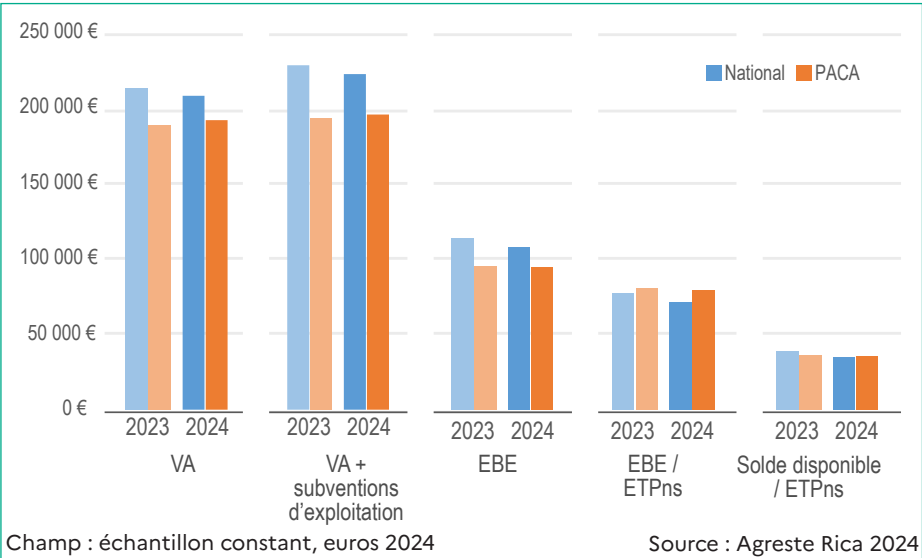
Figure 2 : principales charges et calcul de deux soldes : le RCAI et le Solde disponible



Lecture : le résultat courant se calcule à partir de l'EBE par déduction des charges financières et des dotations aux amortissements, le solde disponible par déduction des charges financières, du remboursement en capital des emprunts à moyen et long terme et des charges sociales de l'exploitant. Le solde disponible ne prend donc en compte que les charges réellement décaissées (contrairement au RCAI, qui déduit les dotations aux amortissements) et fournit une estimation du montant restant aux co-exploitants comme rémunération de leur activité et comme source d'autofinancement de leurs investissements.

Figure 3 : principaux indicateurs économiques des exploitations agricoles

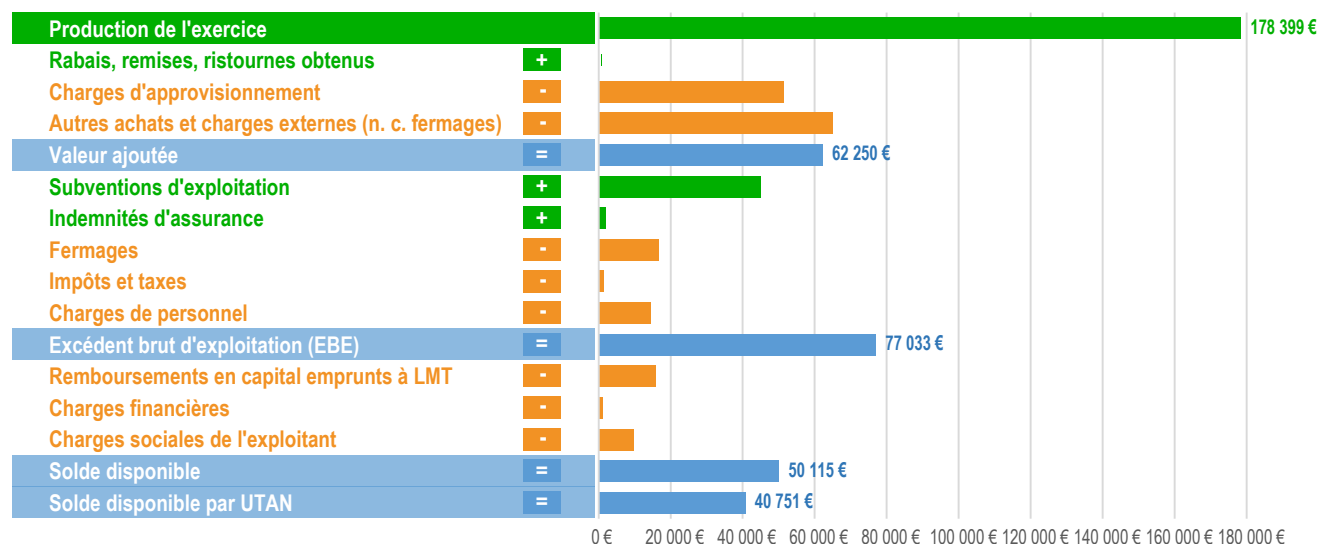
En 2024, la production des exploitations maraîchères régionales est quasi stable (370 500 €, + 0,6 %). Les charges d'approvisionnement (87 000 €) évoluent peu, si bien que la valeur ajoutée progresse légèrement (194 400 €, + 1,7 %), alors qu'elle recule au niveau national (200 900 €, - 2,4 %). La masse salariale bénéficie des gains de valeur ajoutée en progressant de 2,1 % et l'EBE ne se tasse que légèrement (- 1,2 %). Le solde disponible par ETP non salarié est en léger repli (- 2,1 %) à 37 300 €, un niveau légèrement supérieur au national (35 700 €, - 9,9 %). Les subventions étant structurellement limitées en maraîchage (peu d'aides



couplées à la PAC), ces résultats reposent essentiellement sur l'activité d'exploitation.

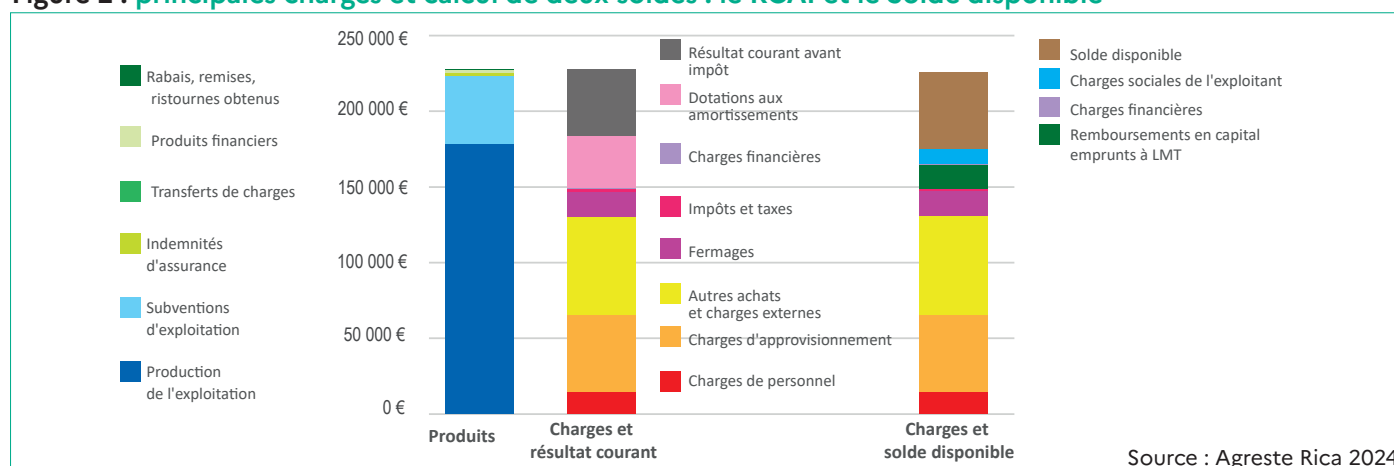
Grandes cultures : un rebond net après le creux de 2023

Figure 1 : principaux indicateurs économiques des exploitations agricoles



Source : Agreste Rica 2024

Figure 2 : principales charges et calcul de deux soldes : le RCAI et le Solde disponible



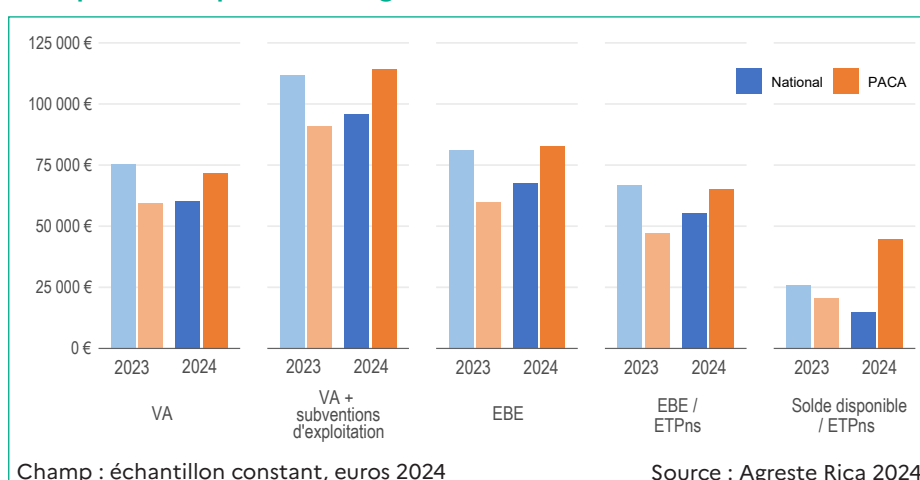
Source : Agreste Rica 2024

Lecture : le résultat courant se calcule à partir de l'EBE par déduction des charges financières et des dotations aux amortissements, le solde disponible par déduction des charges financières, du remboursement en capital des emprunts à moyen et long terme et des charges sociales de l'exploitant. Le solde disponible ne prend donc en compte que les charges réellement décaissées (contrairement au RCAI, qui déduit les dotations aux amortissements) et fournit une estimation du montant restant aux co-exploitants comme rémunération de leur activité et comme source d'autofinancement de leurs investissements.

Figure 3 : principaux indicateurs économiques des exploitations agricoles

En 2024, la production moyenne céréalière des exploitations de Provence-Alpes-Côte d'Azur progresse pour s'établir à 178 400 € (+ 6,7 %), tirée principalement par une augmentation en volumes. La région a en effet été épargnée par les mauvaises conditions climatiques qui ont prévalu sur le reste du territoire métropolitain, entraînant une diminution des surfaces en production et une baisse des rendements.

Les charges d'approvisionnement, qui représentent près d'un tiers de la valeur de la production, reculent de 5,2 % (51 300 €). La valeur ajoutée progresse en conséquence de 21 % pour atteindre 62 300 € dépassant le niveau national (58 800 €, - 20,1 %).



Source : Agreste Rica 2024

L'excédent brut d'exploitation progresse plus fortement encore (+ 38,4 %) notamment grâce aux subventions d'exploitation (45 100 €, soit un quart de la production).

Le solde disponible par ETP non salarié fait plus que doubler après le point bas de 2023 et s'établit à 40 800 € retrouvant le niveau de 2020 et dépassant largement le niveau national (13 900 €) qui, lui, chute de 42,3 %.

Horticulture : une nette amélioration des résultats

Figure 1 : principaux indicateurs économiques des exploitations agricoles

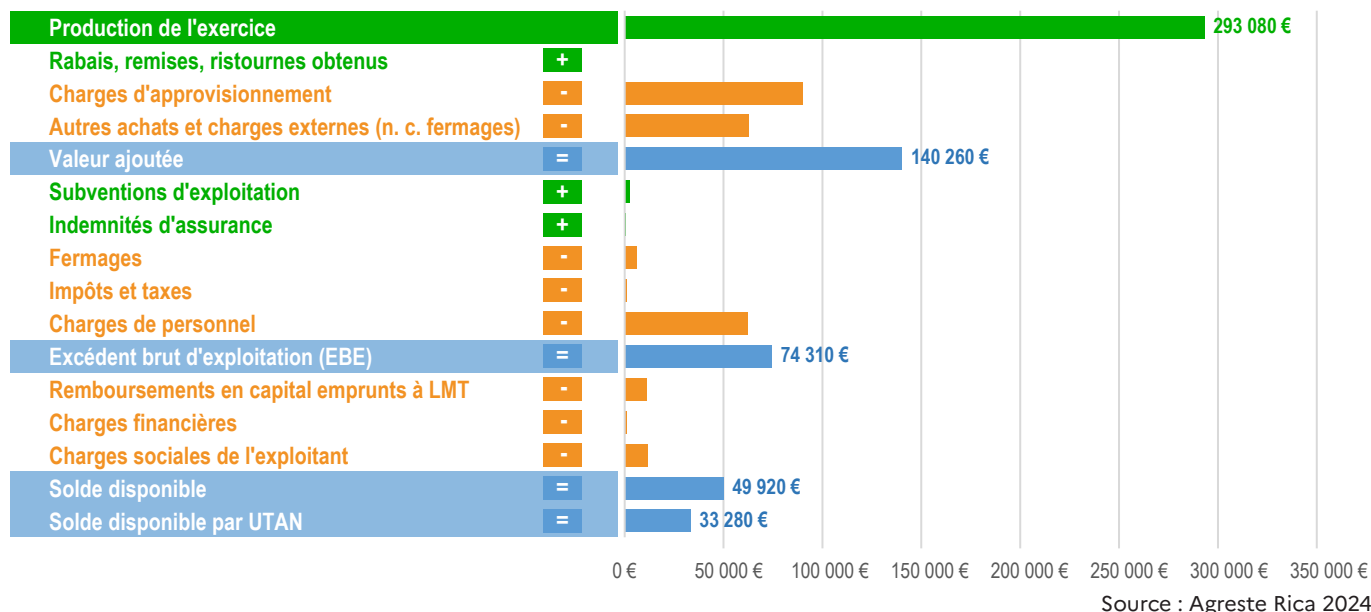
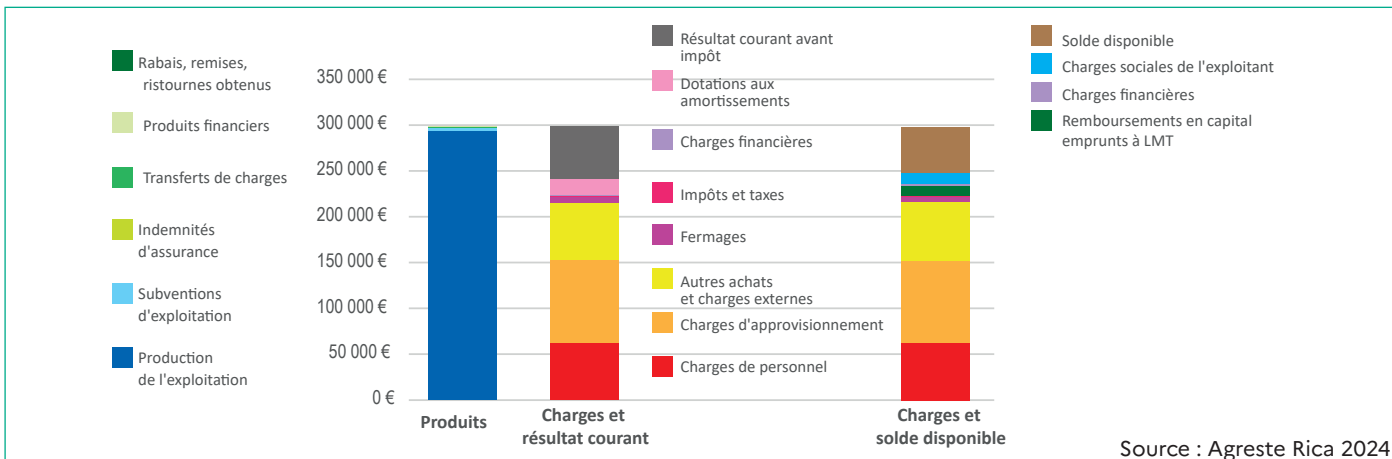


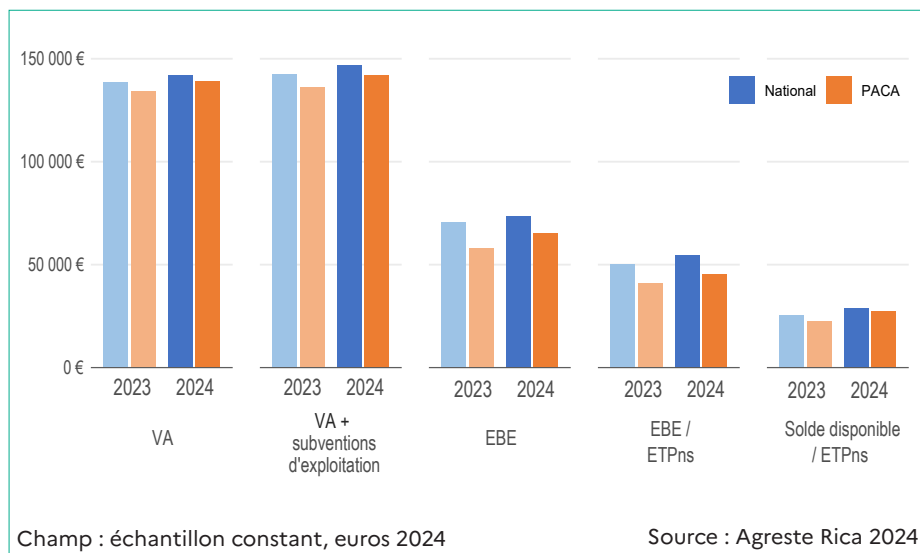
Figure 2 : principales charges et calcul de deux soldes : le RCAI et le Solde disponible



Lecture : le résultat courant se calcule à partir de l'EBE par déduction des charges financières et des dotations aux amortissements, le solde disponible par déduction des charges financières, du remboursement en capital des emprunts à moyen et long terme et des charges sociales de l'exploitant. Le solde disponible ne prend donc en compte que les charges réellement décaissées (contrairement au RCAI, qui déduit les dotations aux amortissements) et fournit une estimation du montant restant aux co-exploitants comme rémunération de leur activité et comme source d'autofinancement de leurs investissements.

Figure 3 : principaux indicateurs économiques des exploitations agricoles

En 2024, la production moyenne des exploitations régionales horticoles augmente par rapport à 2023 (+ 1,3 %) pour atteindre 293 100 € et se rapprocher du niveau de 2022. La hausse des charges en engrais, amendements et semences est compensée par l'allègement des charges en produits phytosanitaires et des autres charges courantes si bien que la valeur ajoutée progresse de 3,5 %, légèrement plus qu'au niveau national (2,4 %). Par conséquent, avec des charges de personnel en repli (- 5,7 %), l'excédent brut d'exploitation par ETP non salarié enregistre une hausse de 10,2 %.



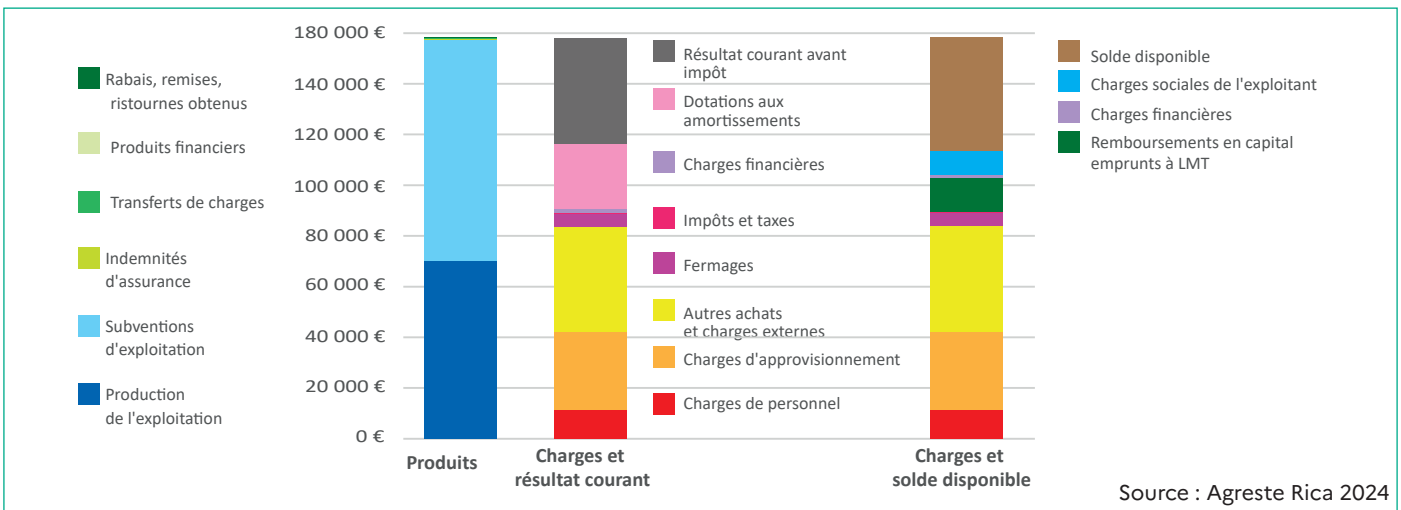
Le solde disponible par ETP non salarié augmente de 22,1 %, à 33 300 €).

Ovins – caprins : une progression soutenue par les subventions

Figure 1 : principaux indicateurs économiques des exploitations agricoles



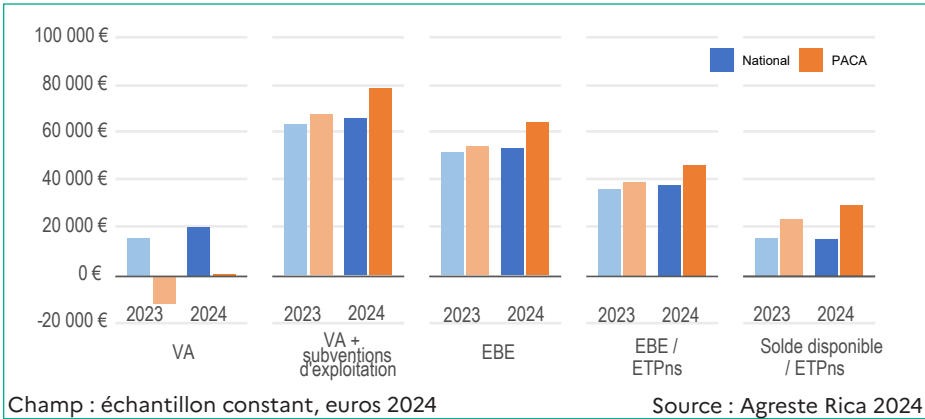
Figure 2 : principales charges et calcul de deux soldes : le RCAI et le Solde disponible



Lecture : le résultat courant se calcule à partir de l'EBE par déduction des charges financières et des dotations aux amortissements, le solde disponible par déduction des charges financières, du remboursement en capital des emprunts à moyen et long terme et des charges sociales de l'exploitant. Le solde disponible ne prend donc en compte que les charges réellement décaissées (contrairement au RCAI, qui déduit les dotations aux amortissement) et fournit une estimation du montant restant aux co-exploitants comme rémunération de leur activité et comme source d'autofinancement de leurs investissements.

Figure 3 : principaux indicateurs économiques des exploitations agricoles

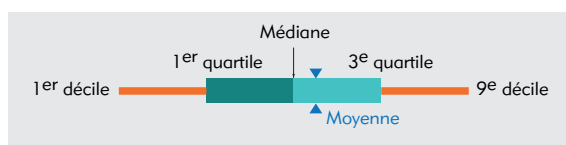
La production augmente de 14,6 % et atteint 70 300 € sous l'effet essentiellement d'une hausse des prix de vente du bétail. Dans le même temps, les charges d'approvisionnement baissent (- 7,8 %) et la valeur ajoutée hors subventions se rapproche exceptionnellement de l'équilibre : - 1 800 € contre - 8 800 € en moyenne quinquennale, + 1 000 € à échantillon constant (voir figure 3). Les subventions d'exploitation, bien qu'en légère baisse cette année, constituent un élément essentiel dans l'équilibre financier des exploitations de cette OTEX. Leur



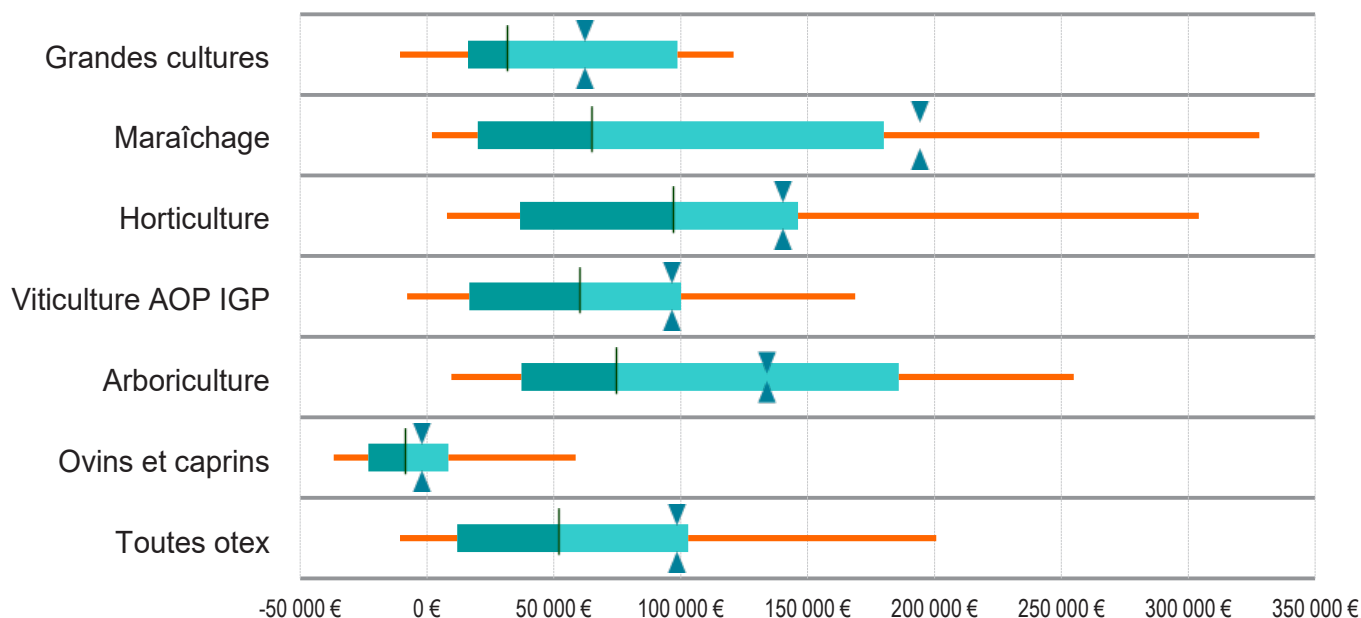
montant moyen (86 800 €) est supérieur à celui observé au niveau national (49 000 €), permettant aux éleveurs de la région de dégager un excédent brut d'exploitation de 68 600 € et un solde disponible par ETP non salarié de 32 300 € en hausse cette année (+ 23,7 %) après deux campagnes de baisse consécutives.

Au-delà des moyennes, la dispersion des résultats

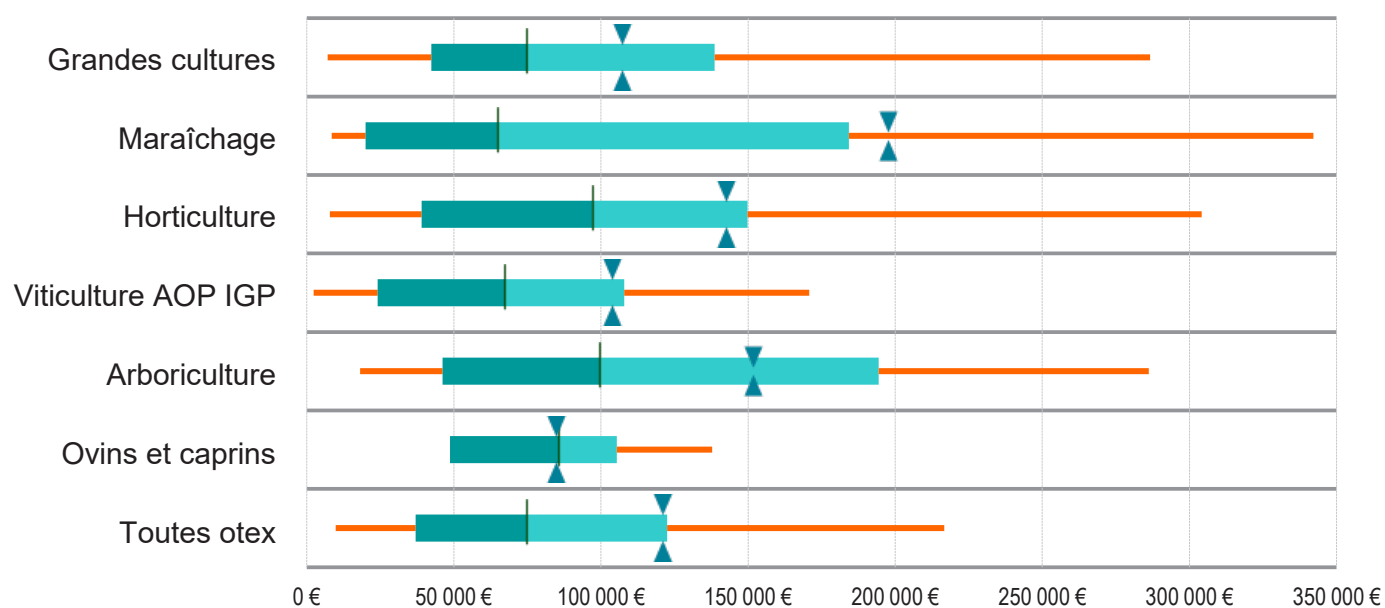
Aide à la lecture



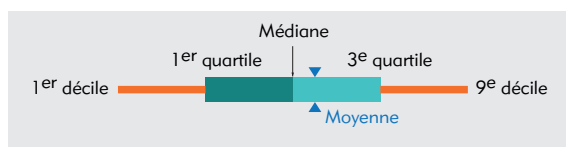
Valeur ajoutée



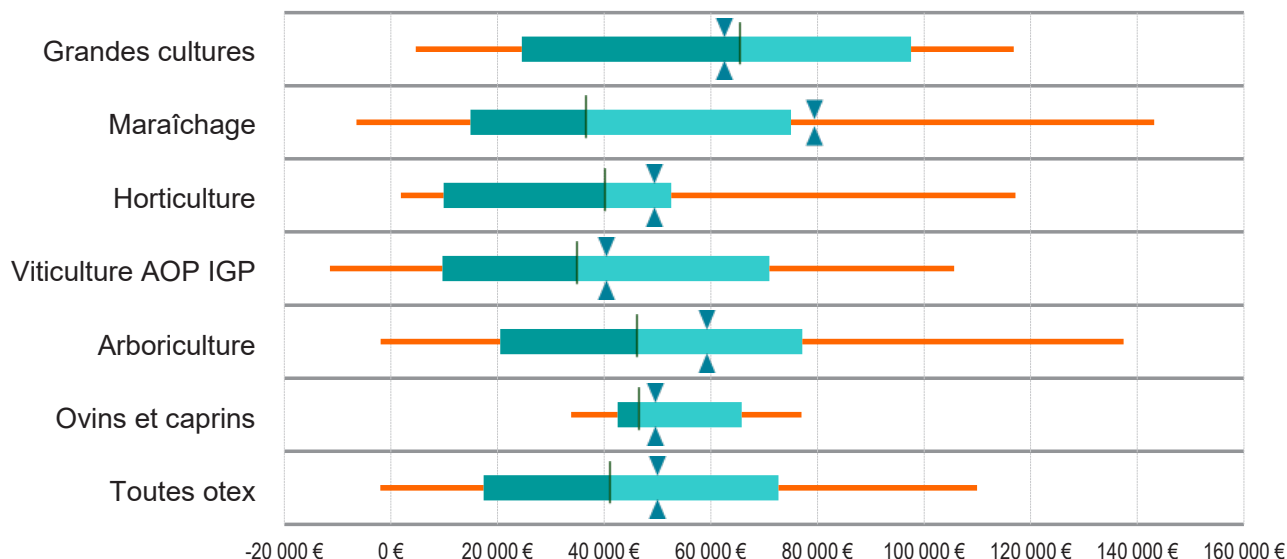
Valeur ajoutée y.c. subv. exploit.



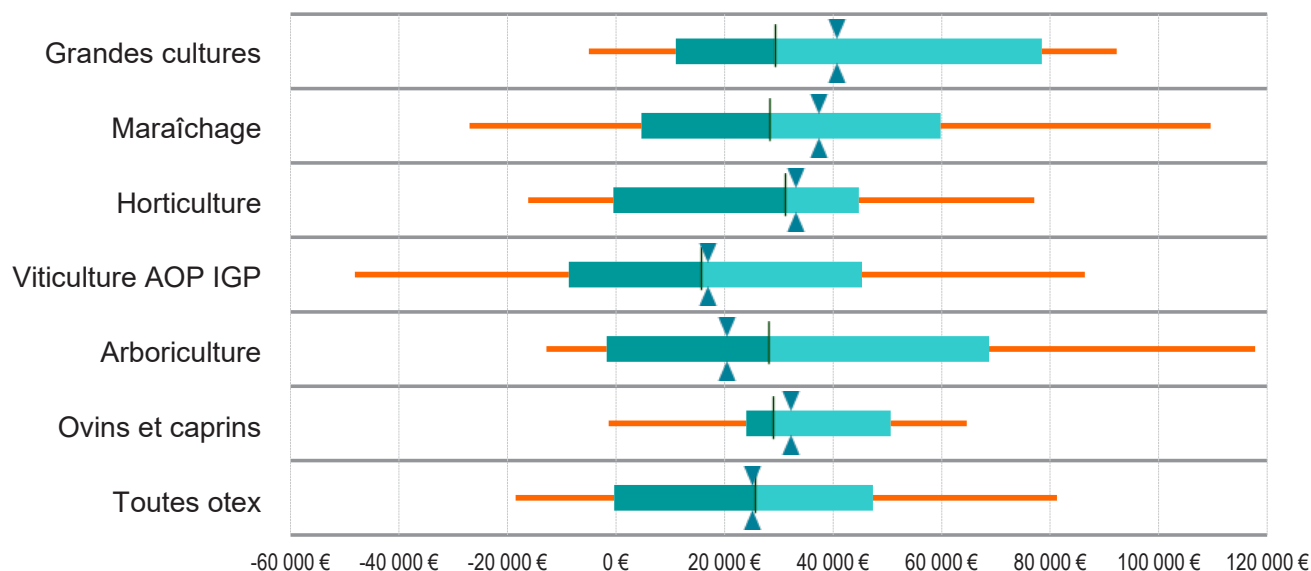
Aide à la lecture



Excédent brut d'exploitation par unité de travail annuel non salarié



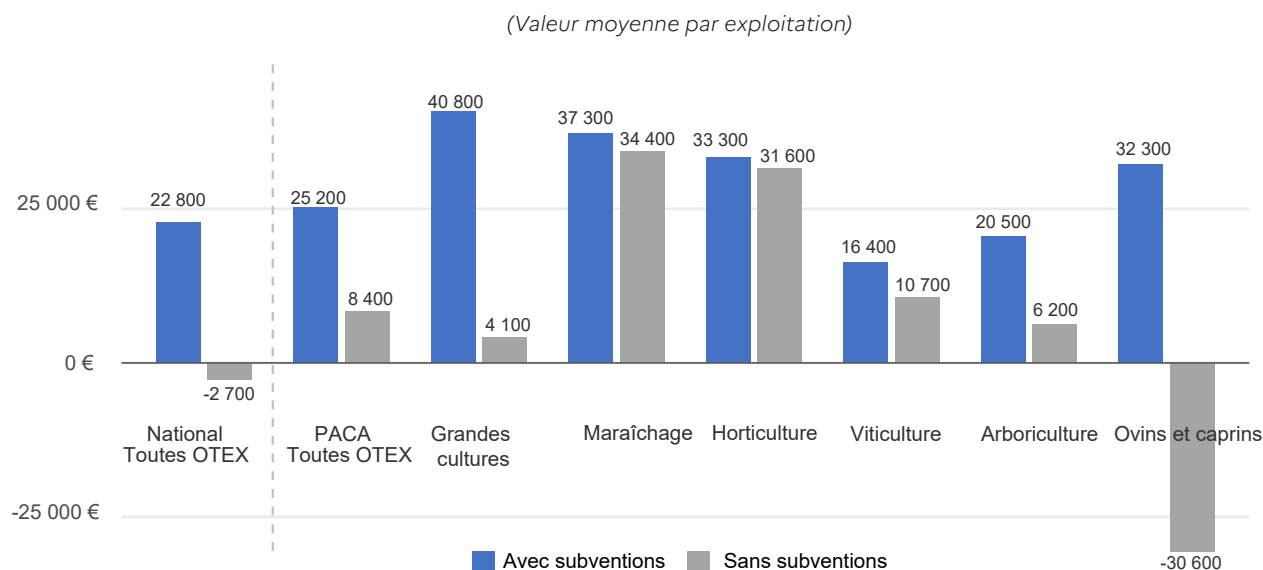
Solde disponible par unité de travail non salarié



De la valeur ajoutée au solde disponible par unité de travail annuel non salarié, on observe une grande dispersion des résultats, sans qu'une orientation se distingue particulièrement sur l'ensemble des indicateurs, à l'exception cette année de l'arboriculture. Le solde disponible par ETP non salarié est plus homogène en élevage ovins-caprins. La proportion d'exploitations présentant un solde disponible négatif est d'un peu plus d'un quart, excepté cette année en viticulture où une part importante des exploitations ne parviennent pas à dégager un solde positif.

L'effet des subventions d'exploitation sur le solde disponible

Les exploitations de Provence-Alpes-Côte d'Azur sont moins dépendantes des aides qu'au niveau national.



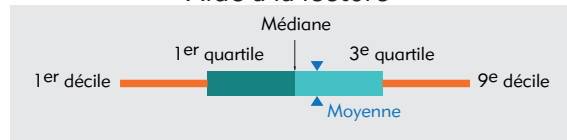
Source: Agreste - RICA 2024. Champ : France métropolitaine, Paca.

Les subventions d'exploitation sont essentiellement constituées des aides des deux piliers de la politique agricole commune (PAC). En Provence-Alpes-Côte d'Azur, en raison de la structure par OTEX de l'agriculture régionale (prépondérance de la viticulture et de l'arboriculture, relativement peu subventionnées à la PAC), 7 exploitations sur 10 en bénéficient contre 9 sur 10 au niveau national. Le montant moyen des subventions par exploitation est en outre inférieur en Provence-Alpes-Côte d'Azur à celui perçu en moyenne à l'échelon national du fait de la taille plus réduite des exploitations en région : 22 650 € contre 34 910 € en moyenne en France métropolitaine.

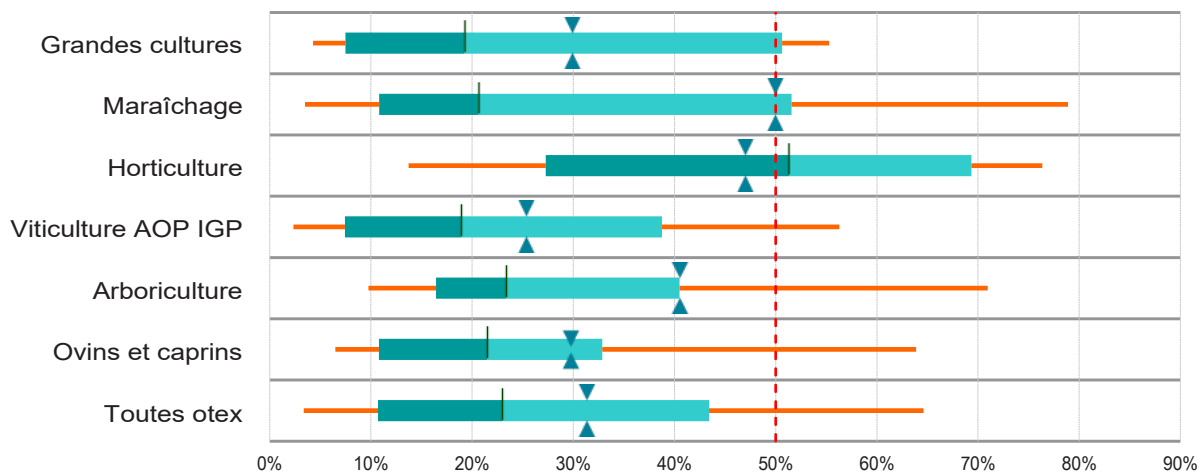
Les subventions d'exploitation ont néanmoins une influence notable sur la rentabilité des exploitations de la région. Ainsi, après subventions, le solde disponible par ETP non salarié des exploitations régionales bénéficiaires de subventions est largement amélioré en moyenne, passant en 2024 de 8 400 € à 25 200 €.

Éléments sur l'endettement des exploitations

Aide à la lecture



Total des dettes / total de l'actif au bilan



Source : Agreste - Rica

Lecture : ce ratio global donne une idée du poids de l'endettement total dans le bilan des exploitations sur la durée. La situation financière est considérée comme saine s'il est inférieur à 50 %.

Qu'est-ce que l'enquête Rica ?

Les résultats économiques présentés sont établis à partir des données techniques et comptables collectées chaque année sur un échantillon d'exploitations agricoles dans le cadre du Réseau d'information comptable agricole (Rica). Cet échantillon de **6 974 exploitations** au niveau national en 2024 (France métropolitaine) couvre les exploitations petites, moyennes et grandes (production brute standard supérieure à 25 000 €). En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, **349 exploitations** en font partie au titre de l'exercice comptable 2024.

Définitions

- **L'orientation technico-économique des exploitations (OTEX)** est une classification des exploitations selon leur spécialisation dominante.
- **La production brute standard (PBS)**, par un jeu de coefficients attribués aux cultures et aux cheptels, donne une valeur au potentiel de production des exploitations. Elle permet de classer les exploitations en différentes tailles économiques.
- **Les soldes intermédiaires de gestion** sont les grands indicateurs caractérisant la performance de l'exploitation, calculés à partir des différentes variables saisies puis synthétisés dans les principales catégories de produits (recettes) et de charges (dépenses) : la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation, le solde disponible.
- **La production de l'exercice** : chiffre d'affaires + variation éventuelle de stocks - achats éventuels d'animaux + autoconsommation + intraconsommation.
- **Valeur ajoutée « agri »** : valeur ajoutée + subventions d'exploitation.
- **Les charges d'approvisionnement** comprennent les achats et variations de stocks d'engrais, amendements, semences, plants, produits de défense des végétaux et des animaux, aliments du bétail, emballages, combustibles et carburants stockés, etc.
- **Les autres achats et charges externes** comprennent les frais de locations diverses (hors fermages), les travaux effectués par des entreprises externes, les déplacements, les combustibles et carburants non stockés, etc.
- **Les charges de personnel** comprennent les salaires et charges sociales des personnes embauchées à titre permanent ou temporaire. La rémunération des exploitants non salariés n'en fait pas partie : elle est prélevée sur le solde disponible.
- **Les subventions d'exploitation** sont celles qui ont un caractère annuel et souvent reconductible, notamment les aides au titre de la PAC. Les subventions d'investissement sont lissées dans la comptabilité sur une certaine durée et ne font pas partie des subventions d'exploitation.
- **Les amortissements** reflètent la dépréciation au fil du temps de l'outil de production constitué d'immobilisations corporelles (bâtiments, plantations, matériels) ou incorporelles (immatérielles). Ils sont calculés dans le Rica en linéaire : pour un bien donné, la même valeur est déduite chaque année pour actualiser l'actif de l'exploitation au bilan. Ce dernier caractérise la santé de l'exploitation dans la durée. L'amortissement d'un nouvel investissement vient s'ajouter aux précédents. Certains biens sont totalement amortis tout en continuant néanmoins à servir sur l'exploitation ou pouvant être vendus avec une certaine valeur marchande résiduelle.

- **ETP** : équivalent temps plein
- **LMT (emprunts)** : long et moyen terme
- **Échantillon** : quelle que soit la variable observée, les analyses portant sur l'année de l'étude sont effectuées uniquement sur l'échantillon complet, dont la composition varie d'année en année. Les comparaisons entre 2023 et 2024 sont, quant à elles, effectuées sur l'échantillon constant qui ne comprend que les exploitations présentes au cours de chacun de ces deux exercices.
- **Euros courants/euros constants** : les montants des années antérieures à l'année d'étude (2024) sont, sauf mention contraire, exprimés en euros de 2024. Ainsi un montant de production ou de vente de 2023 ou antérieur est réévalué en tenant compte de l'évolution du prix du produit intérieur brut entre 2023 (ou année antérieure) et 2024, afin de permettre une comparaison entre les deux années qui fasse abstraction de la progression générale des prix. Par exemple, avec une hypothèse de hausse du prix du produit intérieur brut de 2% entre 2023 et 2024, les montants de 2023 sont reflatés de 2% pour permettre une comparaison directe avec les montants de 2024.
- **Évolutions** : la comparaison des montants entre 2023 et 2024 se fait, sauf mention contraire, à échantillon constant et en euros constants (voir Échantillon et Euros-courant/euros constants ci-dessus). La comparaison des montants sur séries longues (années antérieures à 2023 comparées entre elles ou à 2024) se fait sur les échantillons complets de chacune des deux années comparées et en euros constants 2024.

www.draaf.paca.agriculture.gouv.fr/DONNÉES-STATISTIQUES

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt

Service régional de l'information statistique
et économique

132, bd de Paris - CS 70059
13331 Marseille Cedex 03

Directrice régionale : Stéphanie Flauto
Directrice de la publication : Claire Poisson
Rédacteur en chef : Isménos Tzortzis
Rédacteurs : Adeline Goll, Isménos Tzortzis
Traitement des données : Barbara Michelet
Composition : Nadine Nieto
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1773-3561